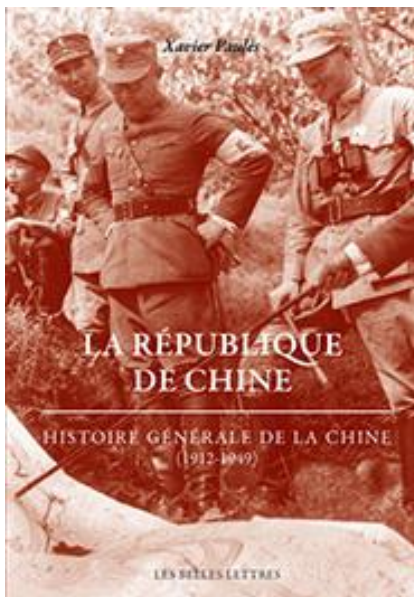


Xavier Paulès, *La République de Chine. Histoire générale de la Chine (1912-1949)*, Paris, Les Belles Lettres, collection « Histoire », série « Histoire générale de la Chine », 2019, 412 p.

Philippe Barrière



Ses lecteurs sauront d'emblée gré à Xavier Paulès du salutaire choix épistémologique qui préside à l'écriture de son dernier ouvrage, lequel fait déjà date. En effet, son projet emporte immédiatement l'adhésion, qui vise à établir une généalogie de la Chine contemporaine réfutant les biais idéologiques de la version communiste de l'histoire en tournant résolument le dos à la stérile téléologie qui n'en finit pas de (re)lire les événements chinois au seul prisme de la victoire de Mao. D'autant qu'en refusant le paresseux conformisme imposé par le « vaste continent des publications historiques chinoises, figé [...] dans le *permafrost* de l'orthodoxie maoïste » (p. 22), Xavier Paulès évite d'autres chausse-trappes, se maintenant à égale distance de cette deuxième grille d'analyse simpliste que constitue le truisme de la « modernisation ». La réalité du changement en

profondeur de la Chine étant « un phénomène qui s'inscrit dans un arc chronologique beaucoup plus large que la seule période 1912-1949 » (p. 14), il est crucial de dépasser ces lectures périmées.

Ce livre, qui trouve sa place dans la série « Histoire générale de la Chine » dirigée aux éditions Les Belles Lettres par Damien Chaussende, vient donc combler un vide dans l'historiographie en langue française. Car malgré les incontestables progrès historiographiques de la *New Qing History* et les forts volumes de la *Cambridge History of China*, l'auteur sait mieux que quiconque – maître de conférences à l'EHESS, il a dirigé le Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine – le besoin de « reconsidérer à nouveaux frais » (p. 14) l'histoire de la République de Chine. Dépassant les façons d'écrire l'histoire ayant fait leur temps¹, plaçant souvent son enquête à hauteur des individus dont les vies minuscules finement entremêlées fabriquent la délicate trame de la société chinoise, il déploie une réflexion incisive sur la capacité des Chinois à négocier avec la modernité – quel que soit le sens que l'on

¹ Comme le célèbre « paradigme Fairbank » surestimant l'influence des étrangers en Chine, la théorie du *China's response to the West* trouve en l'historien John King Fairbank, qui a beaucoup travaillé à partir des archives diplomatiques des Puissances engagées dans le *Break up of China*, son principal défenseur.

prêtera à cette notion attrape-tout². On reconnaît là l’empreinte de Xavier Paulès, lui qui, dans le droit fil de son bel ouvrage sur l’histoire de l’opium³, pratique son métier d’historien lesté des acquis d’une anthropologie apaisée.

Armé de ces robustes partis pris méthodologiques, l’auteur brosse en 350 pages organisées en neuf denses chapitres le tableau d’une Chine républicaine (1912-1949) dont beaucoup ont oublié jusqu’à l’existence. Intercalé, ou plutôt coincé entre deux moments au relief historique (trop ?) contrasté et à l’impact mémoriel (trop ?) fort – l’empire du Mandat Céleste d’un côté, la République populaire de Chine de l’autre –, ce temps républicain dure près de quarante ans. Longtemps réduites à une énumération de poncifs plus ou moins exotiques⁴, ces quatre décennies confirment une double rupture pourtant essentielle dans l’histoire du pays, de l’Asie, du monde : la Chine n’est plus cet État solidement appuyé sur la succession perpétuelle des cycles dynastiques impériaux, pas plus qu’elle ne peut désormais prétendre au statut de centre du monde.

La thèse de l’auteur est entièrement là : la République n’est pas un inutile « interrègne chaotique » (p. 12), mal placé entre la longue nuit du déclin impérial et la franche lumière communiste. Le temps républicain n’est certes pas un isolat déconnecté du reste de l’histoire chinoise, un subtil essai de modernité finalement avorté. Au contraire, de 1912 à 1949, une permanence se donne à lire : la recherche du maintien de la puissance chinoise, dont le couple révolution/République constitue l’avatar contemporain. Par ailleurs, la période possède une forte identité politique, ces trente-sept années instaurant « le temps d’un possible pour une démocratie parlementaire à l’occidentale » (p. 348). Tester/tenter la voie républicaine et (re)devenir puissants, voilà les deux buts animant les Chinois du temps. C’est cette inédite combinaison entre « démocratie parlementaire » et « puissance » qu’interroge Xavier Paulès, selon la double et bienvenue organisation commune à tous les volumes de la collection « Histoire générale de la Chine » (chronologique, thématique).

Adossé à une documentation irréprochable faisant la part belle aux études récentes d’une cohorte d’historiens anglo-saxons (Donald Reynolds, William Rowe, Rana Mitter), chinois (Shiao Qin, Wang Ju, Li Xin) et français (Marie-Claire Bergère, Xiaohong Xiao-Planes), les cinq premiers chapitres déploient cette histoire de manière chronologique. Le premier, consacré à « La révolution de 1911 » qui éclate à Wuchang un certain « Double-Dix » (10 octobre), démontre que la fin de l’empire plurimillénaire réalisée par la proclamation de la République le 1^{er} janvier 1912 doit autant à la témérité des mesures de modernisation prises par l’impératrice douairière Cixi qu’aux radicales innovations des révolutionnaires du Guomindang, fondé par

² Pour une définition convaincante, voir Pierre Singaravélou et Sylvain Venayre, *Histoire du monde au XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 2017, p. 9 : « L’apparente neutralité de l’expression "XIX^e siècle" dissimule en réalité un puissant imaginaire où le rêve du progrès se mêle à l’idée de révolution, où le désir de nouveauté s’accompagne de l’angoisse de l’accélération, tout cela convergeant dans ce mot porteur de mille ambiguïtés : *modernité* ». Xavier Paulès renvoie, au sujet de la difficulté d’emploi de cette notion, au travail de Benjamin Schwartz, *China and Other Matters*, Cambridge, Harvard University Press, 1996.

³ Xavier Paulès, *L’Opium. Une passion chinoise*, Paris, Éditions Payot, collection « Histoire Payot », 2011.

⁴ Tel celui campant Chiang Kai-shek face à Mao dans un bras de fer supposé subsumer l’entièreté de l’histoire de ces années.

Sun Yat-sen en 1912 autour du triple démisme⁵. Une fois que l'on a accepté de « se défaire de l'idée d'une dynastie sclérosée, succombant à sa propre incapacité à se réformer » (p. 24), l'on saisit que c'est bien la mise en place dès 1901 « d'un ensemble de mesures si hardies qu'il n'est pas exagéré de les qualifier de révolutionnaires, les Nouvelles Politiques (*xinsheng*) » (pp. 24-25), qui précipite la chute de l'empire Qing.

Le chapitre deux est dédié aux « Cliques et seigneurs de la guerre », qui ont mauvaise réputation parce qu'entre 1916 et 1928, ils auraient menacé de démembrement une Chine à l'État en cours de liquéfaction⁶. À rebours de cette approche à charge, Xavier Paulès prend le temps de déplier les logiques déterminant « la domination générale exercée par les seigneurs de la guerre [qui] ont une manière à eux de faire de la politique » (p. 50). Rapide liste des clichés négatifs qu'il démonte avec une tranquille assurance. La Chine appauvrie ? Non, car « la circulation des hommes et des marchandises reste libre [...] » (p. 69). La Chine sous la menace de massives attaques extérieures, une nouvelle fois ? Pas plus, les *Junfa* étant de sourcilleux défenseurs de l'indépendance nationale. L'irréremédiable déliquescence du pouvoir central ? Pas si sûr... ; à preuve, le mouvement pékinois du 4 mai 1919 révèle les « progrès rapides d'une conscience nationale » (p. 73) qui, unissant jeunes universitaires, potentats locaux et menu peuple urbain dans une même revendication de reconnaissance internationale, réagit avec force au mauvais sort réservé par le traité de Versailles aux demandes chinoises.

Même magistrale leçon d'histoire administrée au chapitre trois (« La décennie de Nankin (1928-1937) »), qui à son tour revient sur certaines fausses évidences. Le choix de Nankin comme capitale ne se fait pas par défaut mais obéit à la volonté du Guomindang de « déchoir ostensiblement Pékin de son rang de capitale » (p. 97) afin d'en finir une fois pour toutes avec la dynastie mandchoue – Puyi, le « dernier empereur », a 6 ans –, ainsi qu'avec les grandes cliques de seigneurs de la guerre. En parallèle, le Guomindang dote la Chine d'infrastructures de gouvernement efficaces : développement d'une diplomatie capable de faire restituer à la Chine certains des territoires cédés aux Puissance étrangères au siècle passé (Hankou, Tianjin...), création du *fabi*, monnaie nationale dont l'État a le monopole de l'émission (une première), construction de milliers de kilomètres de voie ferrée⁷, etc. Succès partout ou presque donc, pour cette décennie pourtant mal aimée, et ce, malgré la double hypothèque que la voracité des appétits japonais et la menace communiste font peser sur Chiang Kai-shek. Menace relative que celle du PCC cependant⁸, le successeur de Sun Yat-sen entendant l'éliminer au plus vite. Et en effet, à partir du « coup de Shanghai » (12 avril 1927), le Parti, durement persécuté, périclite. La Longue Marche de 1934-1935 est une véritable catastrophe : seuls 8 000 hommes parviennent à rejoindre le refuge du Shaanxi. L'épisode aura beau être transformé en épopée par l'habile propagande maoïste, il s'agit d'un leurre. Ce qui au vrai sauve les

⁵ Les trois principes du peuple sont le nationalisme, la démocratie, la justice sociale.

⁶ À ce sujet, John King Fairbank a par exemple écrit que « les seigneurs de la guerre avaient une vision étonnamment limitée [et étaient] incapables de poser les bases d'un gouvernement stable », dans *La grande révolution chinoise (1880-1989)*, Paris, Flammarion, collection « Champs/Histoire », 1997, p. 254.

⁷ Pour un total porté à 20 000 kilomètres en 1937.

⁸ « Moins que ses propres forces, ce qui en fait une menace potentielle, c'est qu'il soit partie prenante d'un mouvement révolutionnaire d'ampleur mondiale appuyé sur une puissance, l'URSS, qui partage une frontière de plusieurs milliers de kilomètres avec la Chine », écrit l'auteur page 122.

communistes ? Le déclenchement de la guerre sino-japonaise. Et l'auteur d'insister dans un chapitre à la dynamique périodisation sur ce point primordial : « la guerre, anémiant le Guomindang, a fait le lit du PCC » (p. 162). Chiffres à l'appui, il « peut l'affirmer sans hésiter, le vrai vainqueur de la guerre est le PCC » (ibidem). Le Parti contrôlait avant-guerre un réduit de 92 000 km², à présent il domine un espace de 900 000 km², régissant la vie de plus de 100 millions de Chinois. Visant en priorité les régions tenues par le Guomindang, le Japon a permis au PCC d'échapper à la traque de Chiang Kai-shek. Une conjonction exceptionnelle dont Mao était très conscient. En 1972, non sans une ironie mâtinée d'une matoise provocation, il confesse au Premier ministre japonais que le PCC « devait être reconnaissant au Japon de son agression car, sans elle, il ne serait jamais parvenu au pouvoir » (p. 164).

Le dernier volet chronologique sur « La guerre civile (1945-1949) » nuance la *doxa* d'une « proclamation de la République populaire de Chine traitée généralement comme la chronique d'une mort annoncée (celle de l'hégémonie du Guomindang sur la Chine continentale) » (p. 165). Au-delà du rappel de données « géopolitiques » connues (poids de l'URSS, perte de confiance de l'allié étasunien), Xavier Paulès l'écrit sans ambages, cette défaite du Guomindang est à imputer aux mauvais choix politiques de Chiang Kai-shek, quand, en héritier infidèle, il s'éloigne des préceptes de Sun : « Les principales inflexions de Chiang Kai-shek à la ligne politique énoncée par Sun ont été l'affirmation d'un pouvoir personnel, l'abandon de la stratégie de mobilisation des masses et surtout la militarisation progressive du régime et de la société. » (p. 192) Au bout du compte, le Guomindang perd le contrôle de la Chine continentale et se replie sur Taïwan, opération préparée dès 1946 par Chiang⁹. *Vae victis*.

Autres acquis majeurs du travail de Xavier Paulès, ceux des chapitres thématiques 6, 7, 8 et 9, qui eux aussi déconstruisent nos frileuses représentations occidentales. Ainsi, la partie dédiée au « Tableau de bord de l'économie chinoise » insiste sur l'inventivité « d'un modèle de capitalisme à la chinoise » (p. 194) efficace dès les années 1910, grâce au « cadeau (bien involontaire) » (p. 195) que constitue l'entrée en guerre de l'Europe industrielle. Cette « longue orgie autodestructrice [...] ouvre de formidables opportunités économiques au reste du monde » (ibidem), la Chine ne se privant pas de vendre au prix fort les matières premières dont les pays belligérants ont un besoin vital (comme le tungstène). Loin des stéréotypes décrivant à l'envi une Chine engoncée dans les pratiques archaïques d'une agriculture traditionnelle jusqu'à l'excès, l'économie chinoise profite des effets d'aubaine ménagés par une Europe au calvaire. Dans le domaine de « La construction de l'État », notant les progrès d'une historiographie convenant « que le bilan de la construction de l'État s'apparente, sous la République, à un demi-succès » (p. 229), Xavier Paulès enfonce le clou. Pour lui, le point décisif réside dans un changement crucial de paradigme ; désormais, les Chinois n'obéissent plus, par définition, à l'empereur, au « Fils du Ciel détenteur de l'autorité du Mandat Céleste », ils adhèrent à un nouveau contrat politique, celui que la Révolution et son extension républicaine leur ont proposé en 1910-1912. La propagation « d'une nouvelle culture politique postimpériale [reposant] sur l'idée essentielle que l'assentiment populaire fonde la légitimité du pouvoir, ce qui a

⁹ Voir Jay Taylor, *The Generalissimo. Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

notamment pour conséquence une refondation totale de la liturgie politique » (p. 229), est un changement fondamental, qui emprunte aux critères politiques occidentaux ses principales formes institutionnelles (constitution, parlement, élections).

Que dire des évolutions de la société ? Abjurant les excès d'une histoire si anglée au plan idéologique qu'elle en vient à caricaturer les Chinois en « paysans et ouvriers [...] acteurs de la geste révolutionnaire¹⁰ » (p. 270), Xavier Paulès décide au contraire de les coucher « sur la table de dissection, où opère le scalpel d'une recherche libérée des injonctions de l'histoire politique » (*ibidem*). L'on apprend alors beaucoup sur les catégories sociales étrangères à la geste communiste (employés, entrepreneurs), sur l'évolution de la condition des femmes, sur l'appropriation des objets de la consommation industrielle importés de l'étranger, sur les changements d'attitude face à la mort. Depuis les cérémonies collectives de coupe de la natte (symbole capillaire de fidélité à la dynastie Qing) jusqu'à la timide scolarisation des filles en passant par l'adoption massive de cet objet typiquement occidental qu'est la cigarette¹¹, les Chinois savent composer avec un univers en cours de reconfiguration accélérée. Et ce sont les mêmes exigences d'adoption/adaptation qui (re)composent le paysage culturel chinois (chap. « Renouveau culturel »), Xavier Paulès rappelant que la République ne peut se soustraire à ce « chantier gigantesque : la "sortie de l'empire", [qui] loin de se réduire à un simple moment politique, implique une refondation intellectuelle radicale » (p. 307). En l'occurrence, c'est la « nouvelle culture (*xin wenhua yundong*) » (p. 322), telle que portée par le mouvement du 4 mai 1919 qui incarne le mieux les enjeux auxquels l'État et la société font alors face, quand éclate « La crise occidentale de la culture chinoise¹² ». S'il est impossible de présenter ici l'ensemble des domaines abordés par l'auteur (importants changements linguistiques, bases neuves pour l'enseignement – fin des mandarins –, maintien des cultures populaires – entre autres, le mah-jong –, christianisme revivifié par le rejet global du confucianisme et l'adoption du calendrier grégorien, etc.), sa double conclusion est à noter. Fait indéniable selon lui, « l'effervescence intellectuelle permise par la faiblesse du pouvoir et nourrie d'une curiosité insatiable pour idées, idéologies et modes d'expression artistiques venus d'ailleurs » (pp. 339-340). Mais cette parenthèse enchantée fut de courte durée puisque, dès 1949, « l'emprise du PCC entraîne un dramatique repli de la Chine sur elle-même qui culmine au moment de la Révolution culturelle et se traduit, sur le plan intellectuel, par trois décennies presque blanches » (p. 340).

Le travail de Xavier Paulès compose, au plan intellectuel, un maître livre, pourvu d'un très riche appareil critique¹³. Fidèle à l'ambitieux programme de son auteur – tenir

¹⁰ Effectivement, durant la République, les groupes sociaux chinois ne sont pas systématiquement en opposition « mais au contraire [...], à travers interactions et négociations, ils font société » (*ibidem*).

¹¹ 300 millions vendues en 1900, 90 milliards au passage de la décennie 1930 ! Sur l'histoire des objets, voir le livre déjà cité dirigé par Pierre Singaravélou et Sylvain Venayre, qui comporte de nombreuses contributions concernant la Chine, dont celle de Xavier Paulès sur l'« Opium ».

¹² « [...] un clin d'œil au grand livre de C. Digeon, *La Crise allemande de la pensée française* », écrit page Xavier Paulès.

¹³ Les documents annexes, depuis la riche bibliographie jusqu'aux dix cartes composant le livret final, en passant par les 28 illustrations ponctuant comme une bienvenue respiration iconographique la lecture de ces pages intenses, sans oublier la courte chronologie, le texte du testament politique de Sun Yat-sen, l'index mêlant avec intérêt noms de lieux/personnalités/notions ni la table analytique des matières, permettent de comprendre – au sens littéral de « prendre avec soi » – la complexe histoire de la

« la balance entre les acquis de la recherche spécialisée la plus récente et les attentes d'un public assez large » (p. 22) –, cette étude est appelée à s'imposer comme l'ouvrage de référence sur la République de Chine. En cela, l'historien est bien le digne continuateur de Georges Duby, ce maître sous le patronage duquel il place son entreprise éditoriale, confessant que « son deuxième livre, *L'Économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval* [...], qui se lit avec un égal bonheur plus d'un demi-siècle après sa parution, fut pour [lui] le modèle et n'a guère quitté [sa] table de travail » (p. 22).

Nul doute, *La République de Chine (1912-1949)* a l'envergure d'un classique.